

LES GRÉVISTES DE BONNEFON ENTENDUS PAR LE CONSEIL MUNICIPAL D'ALÈS

Lundi 14 février, avant que ne débute la séance dédiée au débat d'orientation budgétaire, des délégués syndicaux de la clinique Bonnefon en grève ont reçu le soutien des élus du conseil municipal.

La séance du conseil municipal d'Alès a débuté de façon inhabituelle en se réunissant sur les marches de l'Atome 15 minutes avant de siéger en salle des Assemblées. Les élus y ont accueilli, dans le respect des règles sanitaires, des salariés grévistes de la clinique Bonnefon. Depuis plus de vingt jours, ceux-ci ont cessé le travail pour protester contre leurs conditions de travail et de salaire.

Déjà, une délégation d'élus d'Alès Agglomération s'était déplacée le 2 février sur le piquet de grève. Face aux élus alésiens cette fois-ci, les salariés sont venus chercher le soutien de la municipalité. Opposition de gauche et élus de la majorité municipale ont témoigné, de façon unie, leur solidarité avec ceux qui souhaitent « *de meilleures conditions de travail pour mieux soigner nos patients* ».

« Il est temps de sortir de ce conflit par le haut »

Face à l'intransigeance jusque-là sans faille du groupe Elsan, propriétaire de la clinique, Christophe Rivenq, premier adjoint au maire d'Alès, n'a pas caché son agacement : « *Alors que nous sortons à peine d'une crise sanitaire très dure, nous tenons à exprimer notre désarroi face à la gestion du groupe Elsan. J'ai appelé les propriétaires du groupe pour leur demander de trouver une solution pour sortir par le haut de ce conflit qui n'a que trop duré* ». Dans la balance de son argumentaire, il n'a pas manqué de rappeler que « *si cette entreprise est privée, elle est rémunérée par des fonds publics. Nous défendrons toujours la santé des Alésiens, que ce soit à l'hôpital comme à la clinique Bonnefon* ».

Depuis quelques jours, des interventions chirurgicales ont dû être déprogrammées à la clinique, ne faisant qu'accroître l'inquiétude des patients et l'agacement des praticiens.